

[Texte]

applaud, and we would encourage the committee to take a look at ways to do that.

Mr. Cockburn: I think it is important to say something about Honduras, given that it is perhaps the least known of the countries in the region for most Canadians. It is the major recipient in the region of Canadian aid. Although its human rights situation is generally regarded as less serious than that of some of its neighbours, there are very serious human rights problems in that country.

I think one ought to begin by highlighting the seriousness of the economic situation in Honduras, the seriousness of the poverty of the vast majority of Hondurans. Although there were signs last year of a slight improvement in the economic situation, Honduras entered the regional crisis that has gripped Central America since the beginning of this decade as the region's poorest country, with 95% of its population considered poor and 68% of rural Hondurans living in extreme poverty, along with 40% of their urban countrymen. Since the beginning of the decade those incomes have declined significantly. Unemployment has increased, despite the absence of an armed internal conflict and despite a massive infusion of internal aid, particularly from the United States. While the level of social services has declined, military expenditures have risen 50% in Honduras.

I think the influx of U.S. aid I have just referred to has brought its own concerns within Honduras about the militarization of the country, its integration into the United States regional military strategy, and the erosion of Honduran sovereignty not only in Honduras' relations with its neighbours but even in control of domestic economic policy.

The key issue in Honduras serving as a source of social conflict, as a source of the non-fulfillment of basic economic rights, and as a source of other human rights violations, is land. Despite a relative abundance of land in relation to the population, half of rural families are landless, in what remains a predominately rural country; this despite the fact that land reform, fairly comprehensive land reform, has existed on the books in Honduras for over 25 years. That land reform has never been effectively implemented.

Pressure from the peasant population in Honduras for the implementation of those land reform laws has been and continues to be met with sometimes violent repression. In 1987 there were many instances of threats, arrests, and even torture and murder of peasants seeking to obtain their rights under land reform legislation in Honduras. Many of those arrested were arrested under so-called anti-terrorist legislation in Honduras. Some of them were released under the amnesty that was implemented in response to the Esquipulas accords.

[Traduction]

nous l'avons félicité pour certains de ses efforts, et nous encouragerions le Comité à examiner la question pour voir ce qui peut être fait.

M. Cockburn: Je pense qu'il est important de ne pas laisser le Honduras de côté, précisément parce que c'est peut-être le pays de la région qui reste le moins connu des Canadiens. Il est pourtant le premier bénéficiaire de l'aide canadienne. Même si sur le plan du respect des droits de la personne la situation de façon générale semble moins grave que dans certains des pays voisins, elle n'en reste pas moins très préoccupante.

Je pense qu'il faudrait commencer par décrire l'état catastrophique de l'économie hondurienne, c'est-à-dire l'état de pauvreté extrême dans lequel vit la grande majorité des habitants du pays. En dépit d'une légère reprise de l'économie l'an dernier, le Honduras a abordé cette décennie de crise avec laquelle toute l'Amérique centrale est aux prises comme le pays le plus pauvre de la région, et l'on considère que 95 p. 100 de sa population vit dans la pauvreté; cette pauvreté est extrême pour 68 p. 100 de la population rurale et 40 p. 100 des habitants des villes. Depuis le début de la décennie les revenus ont chuté de façon considérable. Bien que le pays soit épargné par la guerre, le chômage a augmenté, et cela en dépit des injections massives d'aides, notamment en provenance des États-Unis. Tandis que la qualité des services sociaux se dégradait, les dépenses militaires ont augmenté de 50 p. 100.

Mais cette aide américaine qui a pour conséquence la militarisation croissante du pays n'est pas sans inquiéter le Honduras qui se voit de plus en plus intégré dans la stratégie militaire régionale des États-Unis, tandis que sa souveraineté décroît, non seulement sur le plan des rapports avec les pays voisins, mais même en ce qui concerne la maîtrise de la politique économique locale.

La question clé au Honduras, que l'on retrouve à l'origine des conflits sociaux, du non-respect des droits économiques fondamentaux, et des atteintes aux droits de l'homme, c'est la terre. Bien que celle-ci, relativement, ne fasse pas défaut, si l'on rapporte la superficie du pays à la population, la moitié des familles rurales sont sans terre, et cela dans un pays qui est essentiellement rural; et cela également en dépit du fait que la réforme agraire, qui en principe devait être relativement profonde, est à l'ordre du jour au Honduras depuis plus de 25 ans. Le fait est que cette réforme agraire n'a jamais véritablement été appliquée.

Le mouvement de revendication paysanne pour l'application des mesures de réforme agraire continue à se heurter à une répression parfois violente. On a assisté en 1987 à une vague de menaces, d'arrestations, et même de tortures et d'assassinats de paysans qui demandaient à ce que les droits que la réforme agraire leur reconnaissait soient respectés. Nombreux sont ceux qui ont été arrêtés en application d'une législation soit-disant antiterroriste. Certains d'entre eux ont été relâchés, grâce aux mesures d'amnistie mises en application dans le cadre des accords d'Esquipulas.